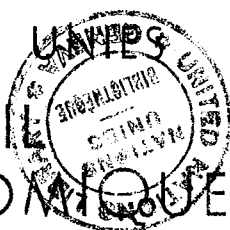
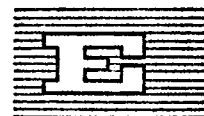


NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/1192
30 janvier 1976
FRANCAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

NECESSITE D'ENCOURAGER ET DE DEVELOPPER D'AVANTAGE LE RESPECT
DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, Y COMPRIS
LA QUESTION D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL A LONG TERME DE LA COMMISSION

Description de l'utilisation qui a été faite du programme
de services consultatifs de l'Organisation des Nations Unies
dans le domaine des droits de l'homme depuis l'adoption
de la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale

Rapport établi par le Secrétaire général en application
du paragraphe 3 d) de la résolution 10 (XXXI)
de la Commission des droits de l'homme

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	1 - 11
A. SEMINAIRES	12 - 27
B. STAGES DE FORMATION REGIONAUX	28 - 35
C. BOURSES DE PERFECTIONNEMENT	36 - 65
D. SERVICES CONSULTATIFS D'EXPERTS	66 - 67
E. CREDITS BUDGETAIRES	68 - 74
F. OBSERVATIONS GENERALES	75 - 79

ANNEXES

- A Liste des séminaires organisés dans le cadre du programme de services consultatifs de 1957 à 1975 inclus
- B Nombre total de bourses de perfectionnement accordées dans le domaine des droits de l'homme de 1962 à 1975, par nationalité et par année
- C Liste des pays qui ont offert des facilités d'étude ou de formation pour les boursiers dans le domaine des droits de l'homme pendant la période considérée
- D Montant des crédits ouverts au budget de l'ONU au titre des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme

INTRODUCTION

1. Par l'alinéa d) du paragraphe 3 de sa résolution 10 (XXXI) relative à la nécessité d'encourager et de développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la question d'un programme de travail à long terme pour la Commission, la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa trente-deuxième session, un rapport contenant une description complète de l'utilisation qui a été faite du programme de services consultatifs sous tous ses aspects (par exemple, experts, séminaires, stages de formation, bourses d'études) depuis l'adoption de la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale, en vue d'une utilisation plus efficace du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme dans le cadre général des travaux de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

2. Le présent rapport, qui a été établi conformément à la demande formulée par la Commission, comprend une description générale du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, suivie d'une description de l'utilisation qui a été faite des divers éléments du programme : séminaires, stages de formation, bourses de perfectionnement et experts. L'annexe A contient la liste des séminaires internationaux et régionaux sur les droits de l'homme qui ont été organisés depuis que le programme a débuté en 1955; l'annexe B indique le nombre total de bourses de perfectionnement accordées de 1962 à 1975, par nationalité et par année; l'annexe C contient la liste des pays hôtes qui ont offert des facilités d'étude ou de formation; l'annexe D indique le montant des crédits ouverts au budget de l'ONU au titre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme depuis 1956.

Description générale du programme

3. Dans sa résolution 586 E (XX) du 29 juillet 1955, le Conseil économique et social a recommandé que l'Assemblée générale intègre les programmes d'assistance technique qu'elle avait déjà approuvés en ce qui concernait les droits des femmes 1/, l'élimination de la discrimination et la protection des minorités 2/ et les mesures visant à favoriser la liberté de l'information 3/ à l'ample programme d'assistance dans le domaine des droits de l'homme, l'ensemble de ce programme devant être désigné par le nom de "Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme". L'Assemblée générale a approuvé cette recommandation dans sa résolution 926 (X) du 14 décembre 1955.

4. Dans le cadre du programme de services consultatifs, établi aux termes de cette résolution, le Secrétaire général est autorisé à prendre, sous réserve des directives du Conseil économique et social, des dispositions appropriées pour fournir aux gouvernements qui le demandent, et en collaboration, le cas échéant avec les institutions spécialisées, sans qu'il y ait double emploi avec les activités ordinaires de ces institutions, les formes d'assistance suivantes en ce qui concerne le domaine des droits de l'homme : 1) services consultatifs d'experts; 2) cycles d'étude; 3) bourses d'études et de perfectionnement. En 1967, dans sa résolution 17 (XXIII), la Commission des droits de l'homme a demandé une forme supplémentaire d'assistance dans le domaine des cours de formation régionaux.

1/ Résolution 729 (VIII) de l'Assemblée générale, en date du 23 octobre 1953.

2/ Résolution 730 (VIII) de l'Assemblée générale, en date du 23 octobre 1953.

3/ Résolution 839 (IX) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1954.

5. Par la résolution 926 (X), le Secrétaire général est autorisé à tenir compte, lors de l'établissement du projet de budget de l'ONU, du programme autorisé par ladite résolution. Cette disposition signifie que, compte tenu du principe selon lequel chaque gouvernement qui fait une demande doit, dans la limite de ses possibilités, prendre à sa charge la totalité ou une part considérable des dépenses; le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme est financé à l'aide du budget ordinaire de l'ONU.

6. L'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de fournir cette assistance, en accord avec les gouvernements intéressés, sur la base des demandes des gouvernements et conformément aux principes ci-après :

a) En ce qui concerne la fourniture de services consultatifs d'experts, il appartient au gouvernement intéressé de déterminer le genre de services à lui fournir;

b) Le Secrétaire général, dans le choix des personnes à désigner pour les bourses d'études et de perfectionnement, se fonde sur les propositions des gouvernements;

c) L'étendue de l'assistance et les conditions dans lesquelles cette assistance est fournie sont déterminées par le Secrétaire général, compte dûment tenu des besoins plus grands des régions sous-développées et conformément au principe selon lequel chaque gouvernement qui aura fait une demande doit, dans la limite de ses possibilités, prendre à sa charge la totalité ou une part considérable des dépenses afférentes à l'assistance qui lui est fournie, soit en effectuant un versement en espèces, soit en fournissant du personnel auxiliaire et des services et en prenant à sa charge des dépenses locales, en vue de la réalisation du programme.

7. En vertu de la résolution 926 (X), le Secrétaire général est invité à présenter régulièrement au Conseil économique et social, à la Commission des droits de l'homme et, le cas échéant, à la Commission de la condition de la femme des rapports sur les mesures qu'il aura prises en application du programme de services consultatifs.

8. Les dispositions de la résolution 926 (X) ont été modifiées en 1969 lorsqu'à sa quarante-septième session le Conseil économique et social a décidé, à sa 1637ème séance plénière, le 8 août 1969, que la question des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme devait cesser d'être inscrite régulièrement à l'ordre du jour du Conseil, mais que le Conseil continuerait d'être informé de la situation au moyen des rapports de la Commission des droits de l'homme et de la Commission de la condition de la femme, à moins qu'au cours d'une année donnée des circonstances particulières amènent le Conseil ou le Secrétaire général à estimer qu'un point distinct soit nécessaire. Ayant considéré le point relatif aux rapports du Conseil économique et social, la Troisième Commission de l'Assemblée générale, à sa vingt-quatrième session, a pris acte de la décision du Conseil et a indiqué, dans son rapport sur la question 4/ que les dispositions pertinentes de la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale seraient désormais appliquées compte tenu de la nouvelle procédure établie par le Conseil. A sa 1834ème séance plénière, le 15 décembre 1969, l'Assemblée générale a pris note de la décision.

4/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, annexes, point 12 de l'ordre du jour, document A/7840, par. 45.

9. Dans sa résolution 17 (XXIII) du 22 mars 1967, la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général d'envisager l'organisation, à partir de 1969, d'un programme annuel de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, comportant au moins deux cycles d'étude, dont un au moins au niveau international, sur des questions intéressant les droits de l'homme, un ou deux cycles d'étude sur la condition de la femme et un ou plusieurs cours régionaux de formation en matière de droits de l'homme. La Commission a également demandé que ledit programme comporte l'attribution d'un nombre adéquat de bourses dans le domaine des droits de l'homme, compte tenu de l'intérêt croissant manifesté à l'égard de ces bourses par les Etats Membres. La Commission a prié en outre le Secrétaire général d'appeler l'attention du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement sur la résolution en question et a invité le Conseil d'administration à tenir compte de cette résolution lorsqu'il examinerait les recommandations du Conseil économique et social relatives au montant des crédits à ouvrir au titre pertinent du budget de l'ONU. Dans sa résolution 1241 (XLII) du 6 juin 1967, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa vingt-troisième session, comprenant la résolution 17 (XXIII) de la Commission, dont certaines parties sont mentionnées ci-dessus.

10. A sa cinquante-deuxième session, en 1972, le Conseil économique et social, dans sa résolution 1680 (LII) du 2 juin 1972, a pris note de la résolution 17 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme et a invité le Secrétaire général, lorsqu'il s'acquitterait des responsabilités qui lui incombent en ce qui concerne le programme, à n'épargner aucun effort, compte tenu des ressources dont il dispose, pour faire en sorte que deux séminaires sur des questions ayant trait à la condition de la femme soient organisés chaque année, surtout les années où la Commission de la condition de la femme ne se réunit pas, et que l'un au moins de ces deux séminaires soit un séminaire international portant sur une question ayant trait directement au programme de travail de la Commission de la condition de la femme.

11. Depuis 1973, la partie du programme concernant les activités relatives à la promotion de l'égalité de l'homme et de la femme est séparée des autres activités concernant les droits de l'homme. L'administration de cette partie du programme est désormais confiée au Service de la promotion de l'égalité de l'homme et de la femme du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires.

A. SEMINAIRES

12. Les séminaires sur les droits de l'homme organisés dans le cadre du programme de services consultatifs offrent à de hauts fonctionnaires, à des personnalités éminentes et à des experts de compétence reconnue dans le domaine de la protection des droits de l'homme sur le plan national et international la possibilité d'échanger des renseignements sur les connaissances et l'expérience qu'ils ont acquises dans le cadre des efforts déployés pour résoudre ou tenter de résoudre certains problèmes relatifs aux droits de l'homme, choisis parmi ceux qui intéressent ou préoccupent particulièrement les Nations Unies. En réunissant pour une courte période des personnalités de premier plan désignées par leur gouvernement, les séminaires sont destinés à stimuler la pensée, à faire jaillir de nouvelles idées, à provoquer des suggestions constructives et à rendre possible une exploration officieuse des voies et moyens propres à améliorer les méthodes utilisées actuellement pour mettre en oeuvre ou introduire des techniques modernes. Grâce à la notoriété dont ils jouissent dans leur pays, les participants peuvent concourir à sensibiliser l'opinion à l'égard des questions concernant les droits de l'homme qui préoccupent la communauté mondiale.

13. En vertu de la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale, l'initiative concernant la réalisation d'un projet de services consultatifs appartient aux gouvernements. La première étape dans l'organisation d'un séminaire sur les droits de l'homme est donc la décision prise par un gouvernement d'accueillir un séminaire sur son territoire. Lorsqu'un gouvernement a invité le Secrétaire général à organiser un séminaire, des négociations se déroulent, généralement par l'intermédiaire de la Mission permanente du gouvernement intéressé, en ce qui concerne le choix du thème, les dates précises de la réunion, l'ordre du jour, la liste des gouvernements qui seront invités à désigner des participants, etc.

14. Dès que ces questions et d'autres points ont été réglés en consultation avec le gouvernement hôte, un accord concernant le séminaire est conclu afin, notamment, de préciser les responsabilités de l'Organisation des Nations Unies et du gouvernement hôte, ainsi que les services qui devront être fournis par les deux parties. L'accord est établi selon un modèle type qui a fait ses preuves dans le passé.

15. En règle générale, le partage des responsabilités se fait de la manière suivante : l'ONU prend à sa charge les frais de voyage et l'indemnité de subsistance d'un participant de chaque pays invité, les frais afférents à l'établissement de la documentation de fond par les experts consultants, et les dépenses relatives à l'équipe de fonctionnaires du Secrétariat qui est chargée d'assurer le service de la réunion et d'aider à établir le rapport du séminaire; le gouvernement hôte, pour sa part, prend à sa charge certaines dépenses et services de caractère local : il fournit des salles et du personnel de conférence appropriés, y compris des interprètes, des traducteurs et du personnel technique auxiliaire; le gouvernement hôte est également prié de nommer un fonctionnaire de liaison avec lequel la Division des droits de l'homme se met en rapport directement pour les détails matériels touchant l'organisation du séminaire.

16. Entre-temps, des consultations concernant divers arrangements se poursuivent entre la Division des droits de l'homme et la mission permanente du gouvernement hôte. Une fois toutes ces questions réglées et l'accord signé, un mémorandum de base est établi afin d'informer les participants éventuels des questions concernant l'origine, les objectifs et l'organisation du séminaire.

17. C'est alors que les invitations sont envoyées. S'il s'agit d'un séminaire à participation mondiale, elles sont adressées à trente-deux gouvernements - outre le gouvernement hôte - choisis sur la base de la répartition géographique des pays au sein de la Commission des droits de l'homme : 8 pour les Etats d'Europe occidentale et autres Etats, 4 pour les Etats d'Europe orientale, 6 pour les Etats d'Asie, 8 pour les Etats d'Afrique et 6 pour les Etats d'Amérique latine. S'il s'agit d'un séminaire régional, tous les Etats membres de la région intéressée sont invités (ce sont le plus souvent des Etats membres de la commission économique des Nations Unies pour la région considérée).

18. En règle générale, le Secrétaire général invite un gouvernement, choisi en consultation avec le pays hôte, à désigner pour le séminaire un participant et jusqu'à deux ou trois participants suppléants. Le gouvernement hôte est invité à désigner jusqu'à cinq participants et cinq suppléants et observateurs, s'il le juge nécessaire. Les gouvernements des autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies peuvent, s'ils le désirent, désigner des observateurs pour assister à la réunion. Bien qu'ils soient désignés par leur gouvernement, les participants assistent au séminaire à titre personnel, sur l'invitation du Secrétaire général et après confirmation de leur désignation par celui-ci, et ils ne représentent pas leur gouvernement. Dans certains cas, le gouvernement hôte peut convier d'autres personnalités à assister au séminaire à titre d'invités.

19. Le Secrétaire général écrit aux institutions spécialisées qui s'intéressent au sujet traité au séminaire pour les inviter à se faire représenter. De même, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche est généralement invité à désigner un représentant.

20. Le Secrétaire général invite les organisations intergouvernementales régionales ci-après à désigner des observateurs : Conseil de l'Europe, Ligue des Etats arabes, Organisation de l'unité africaine et Organisation des Etats américains. Il invite aussi les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui s'intéressent au sujet traité au séminaire, à désigner des observateurs.

21. L'Organisation des Nations Unies invite deux ou trois experts consultants à établir des documents de fond pour exposer clairement les thèmes inscrits à l'ordre du jour du séminaire et mettre en lumière les problèmes pertinents en vue de stimuler les débats. Dans bien des cas, le gouvernement hôte est prié de proposer pour cette tâche un de ses experts consultants. Tous les experts sont choisis de manière à s'assurer que la documentation de fond sera d'une haute tenue scientifique et reflétera les différentes écoles de pensée et les diverses manières d'aborder le thème traité au séminaire. Ces documents - qui comptent généralement de 20 à 30 pages - sont traduits dans les autres langues utilisées au séminaire. Ils sont reproduits et distribués aux participants avant la date d'ouverture de la réunion.

22. Les propositions de candidature concernant les participants sont accompagnées d'une brève notice biographique. Comme les candidats sont proposés par les gouvernements, le Secrétaire général confirme leur désignation et leur adresse une invitation officielle à assister au séminaire en qualité de participant désigné par leur pays.

23. En écrivant à chaque participant, le Directeur de la Division des droits de l'homme l'invite à rédiger, dans l'une des langues de travail du séminaire, un mémoire sur le sujet qui sera traité, sur la base de la situation dans son pays. Ces documents de travail - qui comptent de 10 à 20 pages selon le cas - sont reproduits et distribués dans la langue originale, si possible avant la date d'ouverture du séminaire.

24. L'ONU paie le prix du voyage par avion, en classe économique, d'un participant par pays invité, à moins que le pays du participant n'offre de prendre ces dépenses à sa charge. L'ONU verse également, pour un participant par pays ou territoire et pour la durée du séminaire, une indemnité de subsistance selon le barème officiel de l'Organisation.

25. Selon la pratique généralement suivie lors des réunions des Nations Unies, les débats du séminaire se déroulent sans formalités. Il n'y a pas de vote et il n'est pas adopté de résolutions. Il n'y a pas de comptes rendus officiels des débats. L'expérience a montré que cela permet de procéder à un échange de vues et de données d'expérience franc, amical et constructif qui satisfait intellectuellement tous ceux qui y participent.

26. Le rapport du séminaire - qui est adopté à la dernière séance - fait état des opinions exprimées et résume les débats. Il peut aussi contenir des conclusions et recommandations si un consensus s'est dégagé parmi les participants quant à leur teneur et à leur libellé. Le rapport est reproduit dans sa forme définitive par les soins de l'ONU dans la série des documents ST/TAO/HR _____. Un exemplaire du rapport est adressé en temps utile à chaque personne qui a assisté au séminaire à titre officiel. Le Secrétaire général communique le rapport aux organes compétents des Nations Unies (Commission des droits de l'homme, Conseil économique et social, Assemblée générale, etc.) afin qu'ils puissent tenir compte des travaux du séminaire lors de l'examen de questions correspondantes. Les représentants des Etats Membres ont estimé jusqu'ici que les rapports des séminaires constituaient des documents de base utiles pour leur permettaient de prendre des décisions quant au fond.

27. Jusqu'en janvier 1976, 15 séminaires internationaux et 33 séminaires régionaux sur les droits de l'homme ont été organisés. On trouvera à l'annexe A une liste des séminaires internationaux et régionaux organisés jusqu'ici.

B. STAGES DE FORMATION REGIONAUX

28. Dans sa résolution 959 (XXXVI) du 12 juillet 1963, le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général d'envisager l'organisation, à titre d'expérience, d'un ou plusieurs cours régionaux de formation dans le domaine des droits de l'homme. Les cours de formation étaient rangés parmi les activités du programme de services consultatifs qui ne pouvaient être entreprises que si des fonds venaient à être libérés du fait d'économies réalisées dans l'exécution du programme opérationnel. Pendant la période 1964-1971, il n'a pas été possible de disposer de tels fonds.

29. Dans sa résolution 1125 (XLI) du 26 juillet 1966, le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général d'utiliser certains fonds affectés aux bourses de perfectionnement pour un projet pilote de formation en groupe. En conséquence, des projets pilotes de formation en groupe de boursiers dans le domaine des droits de l'homme ont été organisés en 1967 et 1968, au Japon et en Pologne, respectivement. Le premier a été organisé par l'UNAFEL, en collaboration avec le Gouvernement japonais, du 15 juin au 26 juillet 1967, avec la participation de ressortissants de pays d'Asie et d'Extrême-Orient, et il portait sur les droits de l'homme et l'administration de la justice et les droits de l'homme et les sanctions pénales. Le deuxième, organisé avec le concours du Gouvernement polonais, a eu lieu du 8 juillet au 3 août 1968; il était destiné à des boursiers originaires de pays francophones d'Afrique et portait sur le respect des droits de l'enfant dans la planification et l'administration au niveau national et local.

30. Dans sa résolution 17 (XXIII) de 1967, la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général d'envisager l'organisation, à partir de 1969, d'un ou plusieurs stages de formation régionaux dans le domaine des droits de l'homme. Jusqu'à présent, trois stages de formation régionaux ont été organisés sur le sujet "Les droits de l'homme dans l'administration de la justice criminelle". Le premier a eu lieu à Fuchu (Japon) du 14 août au 13 septembre 1972, à l'Institut d'Asie et d'Extrême-Orient pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (placé sous les auspices des Nations Unies); il était destiné à des participants originaires de pays anglophones d'Afrique membres de la Commission économique pour l'Afrique ainsi qu'à des participants de pays de la région d'Asie et d'Extrême-Orient. Le deuxième a eu lieu au Centre national pour la recherche sociale et criminologique du Caire (Egypte) du 18 juin au 7 juillet 1973; il était destiné à des ressortissants originaires de pays d'Afrique membres de la Commission économique pour l'Afrique et de pays de langue arabe situés hors d'Afrique. Le troisième a eu lieu à San José (Costa Rica) du 24 novembre au 12 décembre 1975; il était destiné à des participants originaires de pays membres de la Commission économique pour l'Amérique latine.

31. Les trois stages avaient pour objectif commun d'initier de hauts fonctionnaires expérimentés chargés d'administrer la justice criminelle sous ses divers aspects à la législation et aux procédures administratives pertinentes - dans la mesure où elles affectent les droits de l'homme - et de permettre des échanges de vues sur la législation et la pratique en matière de protection des droits de l'homme dans la procédure criminelle du pays hôte.

32. Les programmes comprenaient des conférences faites par des experts et des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et du gouvernement hôte, suivies de débats entre les participants, sous la direction d'experts. Les participants ont pu visiter des institutions locales - siège central de la police, tribunaux, maisons de détention, etc. - présentant un intérêt pour l'étude des questions relatives à la protection des droits de l'homme dans l'administration de la justice criminelle. Les programmes avaient été établis par le gouvernement hôte, en consultation avec la Division des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies.

33. Sur le plan des qualifications, les participants étaient soit des personnes occupant un poste de juge, procureur, officier de police ou juriste, soit des avocats membres du barreau de leur pays; ils étaient donc en mesure d'influencer ou d'appliquer dans leur pays, après leur retour, des politiques et des programmes dans le domaine des droits de l'homme.

34. L'Organisation des Nations Unies prend à sa charge les frais de voyage aller-retour par avion, en classe économique, de chacun des boursiers, entre l'aéroport de la capitale de son pays et l'aéroport de débarquement dans le pays hôte. Elle verse également aux boursiers une indemnité en monnaie locale suffisante pour payer leurs frais de logement et de nourriture, ainsi que leurs menus frais, pendant la durée du stage de formation.

35. Jusqu'à présent, le rapport final des stages a été publié et distribué aux frais du pays hôte.

C. BOURSES DE PERFECTIONNEMENT

36. Le but essentiel des bourses accordées par l'Organisation des Nations Unies n'est pas de permettre aux candidats de poursuivre des études théoriques sanctionnées par un grade ou un diplôme. Ces bourses sont destinées à donner à des personnes qui exercent dans leur pays des fonctions importantes du point de vue de la promotion et de la protection des droits de l'homme la possibilité d'élargir leurs connaissances et leur expérience professionnelles en les initiant aux méthodes et techniques modernes dans ce domaine. Tel programme de formation peut prévoir la fréquentation d'une institution académique où un boursier sera peut-être appelé à se présenter à un examen pour obtenir un diplôme professionnel dans une discipline déterminée; cependant, une bourse a pour objet essentiel de permettre à son bénéficiaire d'acquérir grâce à la formation qu'il reçoit des connaissances et une compétence professionnelles qui le rendront, à son retour dans son pays, plus apte à contribuer à la solution de problèmes pratiques concernant les droits de l'homme.

37. Conformément - dans la mesure du possible - aux directives formulées dans le manuel des principes et procédures pour l'administration des bourses de perfectionnement de l'Organisation des Nations Unies - publié par le Bureau de la coopération technique du Secrétariat de l'ONU - les bourses que l'Organisation accorde dans le domaine des droits de l'homme sont d'une durée relativement courte - de deux à trois mois dans la plupart des cas. Il y a à cela plusieurs raisons. Dans bien des cas, les gouvernements ne peuvent pas se passer des services d'un boursier occupant un poste important pendant une période plus longue. Les restrictions budgétaires et les moyens de formation offerts par les gouvernements hôtes entrent également en considération.

38. Conformément à la résolution 926 (X), les bourses dans le domaine des droits de l'homme ne sont accordées qu'à des candidats désignés par leur gouvernement. Lors de l'examen des demandes, une importance particulière est accordée aux qualifications du candidat, à la position qu'il occupe dans son pays, à la discipline qu'il se propose d'étudier et à l'application pratique qu'il compte faire à son retour des connaissances et de l'expérience qu'il aura acquises. Les autres critères qui peuvent également influencer l'octroi d'une bourse sont : a) les besoins plus considérables des pays en développement; b) l'opportunité d'accéder à la demande d'un gouvernement qui n'a encore jamais présenté de demande ou dont les ressortissants ont jusqu'alors peu bénéficié du programme; c) le principe de la répartition géographique mondiale des bourses octroyées; d) les ressources financières disponibles, compte tenu des autres demandes dans le cadre du programme de services consultatifs; e) l'intérêt que présente le domaine d'étude du candidat eu égard à l'évolution de la situation dans son pays.

39. Lors de l'établissement de programmes internationaux, les éléments ci-après retiennent l'attention : a) les relations entre le système et les institutions juridictionnels du pays hôte et ceux du pays dont le boursier est ressortissant; b) les connaissances linguistiques de l'intéressé; c) la possibilité de réaliser des économies en choisissant un pays hôte dans la même région géographique; d) la possibilité de placer des boursiers dans des pays économiquement moins développés où l'évolution dans le domaine des droits de l'homme est intéressante.

40. La formation des boursiers à l'étranger est placée, en principe, sous la surveillance générale de la Division des droits de l'homme, du Bureau de la coopération technique et des bureaux locaux des Nations Unies (PNUD, centres d'information); cependant, dans chaque pays hôte, un département ou organisme gouvernemental ou semi-gouvernemental, une université ou un autre établissement d'enseignement compétent se chargent par avance de la surveillance directe du programme de formation.

41. Pour permettre à la Division des droits de l'homme et à d'autres services des Nations Unies de suivre les progrès des études du boursier, celui-ci est invité à présenter à la fin du premier mois de son séjour à l'étranger un bref exposé indiquant les aspects concrets du sujet qu'il se propose d'étudier en profondeur et les progrès qu'il a accomplis, avec des renseignements sur les difficultés qu'il aurait pu rencontrer au cours de cette période.

42. A la fin du programme de formation, avant de rentrer dans leur pays, les boursiers sont tenus de présenter un rapport final à la Division des droits de l'homme et à la Section des bourses du Bureau de la coopération technique. Le contenu de ces rapports est très variable, et il n'est pas fourni de renseignements sur la manière dont le rapport ou l'expérience acquise seront utilisés ultérieurement, soit par les boursiers eux-mêmes, soit par leur gouvernement. Ces renseignements sont fournis dans les réponses au questionnaire que le Bureau de la coopération technique prie tous les boursiers de remplir lorsqu'ils ont regagné leur pays.

43. Les rapports finals des boursiers et les réponses aux questionnaires sont communiqués par le Bureau de la coopération technique à la Division des droits de l'homme pour observations. Celles-ci portent sur le programme qui avait été conçu à l'intention du boursier, sur l'usage que celui-ci a fait des moyens de formation qui lui ont été offerts et sur les conclusions qu'il en tire quant à l'utilité de l'expérience qu'il a acquise grâce à sa bourse dans la conjoncture qui caractérise son pays.

Types de bourses

44. La plupart des candidats désignés par les gouvernements qui ont bénéficié d'une bourse étaient des fonctionnaires de rang élevé âgés de 25 à 50 ans. Il s'agissait notamment de juges, magistrats, hauts fonctionnaires et instructeurs de la police, fonctionnaires chargés de la rédaction des textes législatifs, fonctionnaires d'un office national de développement, fonctionnaires des ministères de la justice, de l'intérieur, du travail et des affaires sociales, membres du corps législatif, fonctionnaires d'organisations nationales non gouvernementales, membres du barreau et professeurs d'université.

45. En ce qui concerne les domaines d'étude ou de formation, la plupart des bourses dans le domaine des droits de l'homme ont été demandées pour des activités et des projets nationaux intéressant les domaines suivants : amélioration des procédures judiciaires ou administratives en vigueur, rédaction de nouveaux textes législatifs, modification des lois en vigueur ou analyse, à l'étranger, de l'expérience acquise à la suite de la création de nouvelles institutions et de l'application de nouvelles méthodes de promotion et de protection des droits de l'homme. Les demandes peuvent être classées en

trois catégories : a) étude et analyse de procédures comparables à l'étranger; b) analyse comparative, sur place, de la législation; c) examen, sur place, de l'application d'une technique ou du fonctionnement d'une institution en vue de son adoption ou de son adaptation dans le pays du boursier.

46. La plupart des demandes avaient trait à l'étude et à l'analyse des procédures en vigueur dans les divers secteurs de l'administration de la justice. Ainsi, les gouvernements ont parfois demandé que des magistrats, des juges et des fonctionnaires du ministère de la justice aient la possibilité d'étudier à l'étranger des questions concernant notamment l'utilisation des ordonnances d'habeas corpus, les méthodes propres à assurer le droit de l'accusé d'être jugé sans délai, la protection des droits de l'homme dans l'enquête préliminaire en cas de délit pénal, l'interrogatoire des suspects ou des personnes accusées et le droit de ceux-ci de communiquer avec leurs avocats, les membres de leur famille et leurs amis. La protection des droits de l'homme dans les enquêtes préliminaires, la procédure d'instruction et le procès, ainsi que le rôle de la police et du parquet dans la protection des droits de l'homme, sont des questions qui bénéficient d'un intérêt particulier aux fins d'une analyse comparative. Dans le domaine de l'administration de la justice, la question des droits de l'homme des condamnés et des délinquants remis en liberté, ainsi que de leur famille, a continué de faire l'objet d'un grand nombre de démarches.

47. Environ 10 % du nombre total de bourses demandées ont été accordés pour l'étude de questions relatives aux droits de l'homme qui concernent l'enfance et la famille, y compris la délinquance juvénile, l'administration de la justice dans les tribunaux de la famille et les tribunaux pour mineurs, l'adoption, l'obligation alimentaire et la réconciliation d'époux séparés, et le devoir de la société d'assurer le bien-être des enfants privés d'une vie de famille normale et des enfants appartenant à des groupes minoritaires.

48. Pour les bourses de la deuxième catégorie, qui impliquent une analyse comparative faite sur place en vue de la rédaction ou de la modification de textes législatifs dans le pays d'origine du candidat, les gouvernements ont souvent proposé des membres de leur corps législatif, parfois des membres de comités chargés d'une réforme législative, des directeurs du ministère de la justice et des fonctionnaires chargés de rédiger les textes des lois et règlements correspondants. La protection des droits de l'homme de certains groupes minoritaires - y compris les réfugiés, les nouveaux immigrants et les résidents étrangers - figure parmi les sujets retenus pour cette catégorie de bourses. La question des mesures destinées à promouvoir le respect des droits de l'homme des populations autochtones fait aussi l'objet d'un grand nombre de demandes de bourses dans cette catégorie.

49. Les travaux de la Commission et des séminaires sur les droits de l'homme organisés dans le cadre du programme de services consultatifs ont aussi éveillé un intérêt pour la révision des textes législatifs dans des domaines tels que le droit de la famille, les droits de l'enfant et la condition de la femme dans le droit de la famille, ainsi que pour l'application des droits économiques et sociaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Depuis 1972, les effets des progrès de la science et de la technique sur les droits de l'homme ont également bénéficié d'un intérêt accru. Deux bourses

ont été accordés en 1974 pour l'étude de questions relatives à la protection de la vie privée contre l'immixtion arbitraire et illégale, conformément aux dispositions de l'article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

50. Pour les bourses de la troisième catégorie, les gouvernements ont désigné des juges, des magistrats, des fonctionnaires de la police et d'autres fonctionnaires pour qu'ils étudient à fond le fonctionnement des systèmes de recours judiciaire et autres contre l'exercice abusif de l'autorité administrative, notamment le fonctionnement des conseils d'Etat et des tribunaux administratifs et le rôle de l'ombudsman.

51. On a parfois donné aux boursiers la possibilité à la fois de faire des études et de participer effectivement à une réunion ou à une conférence internationale au cours de laquelle des questions relatives aux droits de l'homme étaient examinées.

Sélection des boursiers

52. Depuis le transfert de la Division des droits de l'homme à Genève, les gouvernements doivent adresser leurs demandes à la Division des droits de l'homme par l'intermédiaire du bureau du représentant résident du PNUD dans leur pays, ou directement à la Division s'il n'y a pas de représentant résident dans leur pays.

53. La procédure d'examen et de sélection des candidats à une bourse est adaptée de la procédure appliquée par l'Organisation des Nations Unies et exposée dans le rapport établi par le BAT en 1962, le jury de sélection étant dans ce cas composé de fonctionnaires de la Division des droits de l'homme.

54. Lors de l'attribution des bourses dans le domaine des droits de l'homme, il est tenu compte du fait qu'il est souhaitable d'attribuer un plus grand nombre de bourses à des femmes. Depuis le début du programme jusqu'en 1975, 117 femmes ont bénéficié de bourses, ce qui représente environ 21 % du nombre total de bourses (553). En application de la résolution 8 (XVIII) de la Commission de la condition de la femme et, ultérieurement, de la résolution 1680 (LII) du Conseil économique et social, les gouvernements ont présenté un plus grand nombre de candidates aux bourses accordées dans le cadre du programme.

55. Quand le sujet d'étude ou de formation qui fait l'objet d'une demande concerne un domaine relevant d'un autre programme d'assistance technique, il est demandé aux services organiques intéressés de l'ONU ou aux bureaux de liaison des institutions spécialisées compétentes d'examiner si ces demandes peuvent être satisfaites dans le cadre de leurs programmes afin que des suggestions puissent être faites, chaque fois que cela est possible, quant à la réorientation des demandes. Ainsi, en 1974, sur un total de 105 demandes reçues de 36 gouvernements, 34 ont été transmises au Bureau de la coopération technique afin qu'il les renvoie, pour suite à donner, à l'institution spécialisée ou au service organique compétent.

56. L'annexe B fait apparaître le nombre total de bourses accordées dans le domaine des droits de l'homme pendant la période 1962-1975, par nationalité et par année. Jusqu'en 1962, deux bourses seulement ont été accordées, l'une à la République de Corée (1956) et l'autre à la République de Chine (1961).

Placement des boursiers

57. Les demandes de placement de boursiers sont adressées aux pays hôtes envisagés, par les voies officielles désignées par les gouvernements (par exemple, le British Council au Royaume-Uni et l'Agence pour la coopération technique industrielle et économique en France). Ces organismes acceptent de se mettre en rapport avec les institutions nationales capables de fournir les moyens de formation demandés. Il faut parfois quatre mois ou plus pour placer un boursier, selon les moyens demandés, le nombre de pays hôtes et les dates indiquées.

58. On trouvera à l'annexe C la liste des pays qui ont offert des facilités d'étude ou de formation pour les boursiers dans le domaine des droits de l'homme pendant la période considérée.

59. Les méthodes ne se sont pas toutes révélées satisfaisantes. Ainsi, on a constaté qu'il n'est pas indiqué de continuer de faire participer les boursiers en qualité d'observateurs aux séminaires sur les droits de l'homme portant sur des sujets liés à leur domaine d'intérêt, car les participants à ces séminaires sont choisis par les gouvernements sur une base différente et la participation passive aux séances tend à être plus négative que positive. Cependant, cette méthode sera étudiée à nouveau.

60. Les difficultés que pose le placement des futurs boursiers exige parfois certains aménagements dans l'application des procédures établies en matière de bourses. Dans des domaines de l'activité publique aussi complexe et aussi spécialisés que le sont la rédaction des lois, le système judiciaire et l'administration de la justice, les organismes de placement des gouvernements des pays hôtes, qui n'ont pas de mécanisme établi pour répondre aux demandes concernant des programmes de cette nature, ont éprouvé des difficultés pour offrir les moyens de formation nécessaires. Cependant, certains de ces organismes publient régulièrement des renseignements sur les moyens d'étude et de formation disponibles dans leurs pays. Ces renseignements, qui facilitent beaucoup la planification des programmes pour toutes les bourses, sont particulièrement utiles dans le domaine des droits de l'homme. En l'absence de renseignements de ce genre, chaque programme doit être établi spécialement, en consultation permanente avec les organismes de placement. En règle générale, les placements dans plus de deux ou trois pays hôtes sont déconseillés, car ils risquent souvent d'aboutir à des chevauchements dans le programme établi et à une formation superficielle.

61. Plusieurs pays hôtes ont constaté qu'il serait peut-être plus économique et plus facile pour eux d'organiser le placement des boursiers par petits groupes et non individuellement - ce qui oblige à échelonner les placements dans le temps. Il arrive souvent que les fonctionnaires du ministère compétent n'aient pas le temps de surveiller le travail de chaque boursier à des moments différents de l'année et se voient obligés de rejeter des demandes qu'ils auraient pu satisfaire si les bourses étaient groupées et concernaient une certaine période de l'année. Malheureusement, pour des raisons administratives, il n'a pas été possible d'assurer le placement par groupes de boursiers venant de pays différents; les difficultés que pose l'attribution simultanée des bourses annulent souvent les avantages que ce système de placement peut offrir, encore qu'il se soit révélé utile et commode pour des boursiers venant du même pays.

Cependant, on étudiera la possibilité de mettre au point un système de placement ou de formation des boursiers par groupes dans les domaines pour lesquels les demandes sont de plus en plus nombreuses.

Evaluation des bourses et utilisation qui est faite de la formation reçue

62. Les principales sources de renseignements qui permettent à l'Organisation des Nations Unies d'évaluer l'utilité pratique des études et des observations faites par les boursiers sont les rapports finals établis par ces derniers et les questionnaires complémentaires qu'ils remplissent au terme de leurs études ou de leur formation.

63. Dans leurs rapports, les boursiers résument généralement le programme d'études qu'ils ont suivies et indiquent le profit qu'il en ont tiré. Ils ajoutent parfois des observations concernant l'intérêt des institutions, des procédures et des techniques étudiées, en les comparant à celles de leur pays. Certains rapports contiennent aussi des propositions que les boursiers envisagent de présenter, à leur retour, aux autorités de leur pays. Cependant, les boursiers n'ont pas tous soumis un rapport de fin d'études.

64. Les réactions ont aussi été parfois décevantes. En général, les réponses aux questions sont très brèves. Comme la Division des droits de l'homme est maintenant bien établie à Genève, un effort spécial sera fait pour suivre les bénéficiaires d'une bourse pendant toute la durée de leurs études et pour obtenir qu'ils envoient des rapports permettant d'évaluer avec plus de précision l'intérêt que le programme a présenté pour eux, pour leur pays et pour l'Organisation des Nations Unies dans son désir de promouvoir les droits de l'homme. D'après les renseignements disponibles, nombreux sont les boursiers qui rejoignent leur ancien poste ou reprennent leur ancienne profession. Il est évident aussi que nombre d'entre eux complètent le rapport final qu'ils présentent à l'Organisation des Nations Unies par des recommandations et des rapports personnels qu'ils établissent à l'intention de leur gouvernement.

65. La plupart des bénéficiaires d'une bourse ont estimé que le programme avait été "intéressant et utile", "qu'il apportait une certaine spécialisation" et qu'il "élargissait utilement l'expérience professionnelle". Dans les réponses au questionnaire, beaucoup d'entre eux ont aussi indiqué que le programme leur avait permis d'établir et de maintenir des relations avec des spécialistes étrangers dans leur domaine d'intérêt. Plusieurs d'entre eux ont fait observer que la durée de la bourse était trop brève et ils ont suggéré qu'étant donné la tendance à l'inflation qui caractérise l'économie mondiale, et pour leur éviter des difficultés financières pendant leur séjour à l'étranger, le montant des allocations versées par l'Organisation soit ajusté en fonction du coût de la vie dans le pays hôte intéressé. Le fait que les Etats Membres, à tous les stades de développement, adressent régulièrement des demandes de bourses, qu'ils présentent des candidats de niveau élevé et que la qualité des demandes s'améliore peut être considéré comme un témoignage important de l'utilité des bourses.

D. SERVICES CONSULTATIFS D'EXPERTS

66. La fourniture - à la demande des gouvernements - de services consultatifs d'experts est l'un des éléments du programme élargi d'assistance technique adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 926 (X). Dans le cadre du programme, un pays peut demander les services d'un expert ou d'une équipe d'experts pour une tâche particulière, par exemple en vue de rédiger des textes de lois ou, pour la protection des droits de l'homme, en vue d'aider à créer des institutions ayant pour objet de promouvoir ou de protéger les droits de l'homme.

67. Jusqu'ici, quelques gouvernements seulement ont fait appel aux services d'experts prévus dans le cadre du programme. Deux gouvernements, par exemple, ont reçu des avis concernant les élections, ainsi que les lois, les procédures et les techniques électorales, alors que d'autres ont utilisé cette aide dans le domaine de la condition de la femme. En 1970-1971, le Secrétaire général, à la demande du gouvernement du Cameroun, a fourni les services d'un expert chargé de donner des conseils concernant la promotion de la participation des femmes aux affaires nationales et au développement national, l'accent étant mis sur le développement communautaire. Parfois, le fait qu'il existe une possibilité pour l'ONU de fournir une assistance de caractère technique au moyen d'experts qui sont acceptables pour les gouvernements demandeurs et qui peuvent rendre des services utiles en raison des connaissances et de l'expérience qu'ils ont déjà acquises dans leur pays ou au niveau international suscite un intérêt. Il serait peut-être utile de mieux faire connaître cette partie du programme.

E. CREDITS BUDGETAIRES

68. Il importe de pouvoir disposer chaque année de ressources appropriées pour mettre en oeuvre les divers aspects du programme en réponse aux demandes présentées par de nombreux gouvernements. Dès 1961, l'Assemblée générale elle-même a décidé, dans sa résolution 1679 (XVI), que les ressources consacrées au programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme seraient augmentées pour permettre l'octroi chaque année d'un certain nombre de bourses de perfectionnement, et elle a prié le Secrétaire général, lorsqu'il ferait connaître le programme, d'appeler l'attention des Etats Membres sur le fait que des crédits étaient disponibles pour l'octroi de bourses de perfectionnement. Le crédit approuvé par l'Assemblée générale à cette session comprenait une somme de 40 000 dollars destinée tout particulièrement à compléter par des bourses de perfectionnement le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.

69. L'octroi irrégulier de fonds au cours des années suivantes a montré que le programme n'aurait pas pu être utilisé comme il convenait. L'approbation de demandes concernant l'organisation de séminaires et de stages de formation ou l'octroi de bourses de perfectionnement a dû être remise à plus tard au moment même où les organes directeurs demandaient à nouveau que le programme soit utilisé dans le cadre de certaines actions, par exemple la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, l'étude des effets des progrès de la technique sur les droits de l'homme, etc. Le paragraphe suivant montre combien il est difficile de tirer parti de chacun des éléments du programme lorsqu'on ne dispose pas de fonds affectés particulièrement à chaque élément.

70. Au total, 21 bourses de perfectionnement dans le domaine des droits de l'homme ont été octroyées en 1962. Une année plus tard, l'Assemblée générale a décidé, dans sa résolution 1782 (XVII) du 7 décembre 1962, qu'il convenait de développer le programme de services consultatifs afin de pouvoir au moins doubler le nombre de bourses disponibles par rapport à 1962, et elle a augmenté en conséquence le crédit alloué au titre des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. Cela a permis d'accorder 39 bourses en 1963 et 44 en 1964. En 1965, 55 bourses ont été octroyées; l'augmentation du nombre de bourses octroyées par rapport à l'année précédente était due au fait que des fonds supplémentaires étaient devenus disponibles pour l'octroi de bourses en raison des économies réalisées sur les séminaires organisés en 1965. En 1966, conformément aux résolutions 1062 (XXXIX) et 1067 (XXXIX) du Conseil et à la résolution 2017 (XX) de l'Assemblée générale, le crédit inscrit au budget pour cette année et pour les futurs programmes de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme a été porté de 180 000 dollars (niveau de 1965) à 220 000 dollars, ce qui a permis d'accroître le nombre de bourses octroyées. Cependant, malgré cette augmentation, le nombre total de bourses octroyées n'a été que de 31 en 1966, c'est-à-dire la moitié du nombre qui avait été envisagé initialement. Cette réduction découlait de l'application de la résolution 2060 (XX) du 16 décembre 1965, dans laquelle l'Assemblée générale avait demandé la convocation en 1966 d'un séminaire international sur l'apartheid et avait autorisé le Secrétaire général à procéder aux aménagements appropriés dans les limites du crédit ouvert pour le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. De 1966 à 1970, le crédit ouvert au titre du programme de bourses de perfectionnement est demeuré inchangé, de sorte que le nombre total de bourses accordées au cours de ces années

est resté plus ou moins le même, à savoir 43 en 1967, 47 en 1968 et 46 en 1969 et 1970. A partir de 1971, le crédit ouvert au titre de l'ensemble du programme a été de nouveau augmenté pour passer de 220 000 à 250 000 dollars, ce qui a permis d'accroître le nombre de bourses. En 1971, 63 bourses ont été octroyées. L'augmentation de 17 bourses par rapport à 1970 a été rendue possible non seulement du fait de l'augmentation du crédit, mais aussi en raison des économies réalisées sur les séminaires et sur les stages de formation régionaux qui avaient été prévus pour 1971 mais qui n'ont pu avoir lieu.

71. En 1972, en raison d'une réduction du crédit alloué pour l'ensemble du programme, le nombre de bourses accordées est tombé à 56. A partir de 1973, la partie du programme portant sur les activités concernant la "promotion de l'égalité de l'homme et de la femme" a été séparée des activités relatives aux droits de l'homme et le crédit révisé au titre des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme a été fixé à 145 000 dollars. En conséquence, 12 bourses seulement ont été octroyées en 1973. En 1974 et 1975, le crédit est demeuré le même, mais en raison des économies réalisées sur les séminaires, il a été possible de porter le nombre de bourses à 24 et 25, respectivement.

72. En ce qui concerne les séminaires, en particulier, il a déjà été question plus haut (par. 15) du partage des coûts entre l'Organisation des Nations Unies et le gouvernement hôte. Dans la plupart des accords, le gouvernement hôte s'engage à prendre à sa charge le coût des locaux appropriés utilisés pour le séminaire et pour son bureau et son secrétariat, le coût du mobilier et de l'équipement de ces locaux, les dépenses afférentes au matériel d'interprétation simultanée et d'amplification, aux magnétophones, aux bandes magnétiques et aux techniciens chargés de leur utilisation, les dépenses relatives au personnel administratif local nécessaire à la bonne conduite du séminaire - y compris pour la reproduction et la distribution des documents de travail et des autres documents du séminaire, le coût des services de télégraphe et de téléphone pour les travaux officiels liés au séminaire, le coût des fournitures et du matériel de bureau nécessaires pour la bonne organisation du séminaire, les frais de dédouanement et de transport de la documentation et des fournitures nécessaires au séminaire entre le port d'entrée et l'endroit où se tient le séminaire, et les frais de transport locaux.

73. Comme il a été dit plus haut (par. 9), il doit normalement être organisé chaque année dans le cadre du programme deux séminaires et un stage de formation régional, et un nombre approprié de bourses de perfectionnement doit être accordé; de plus, il faut donner suite à toute demande particulière contenue dans les résolutions adoptées par les organes de l'ONU qui s'occupent des droits de l'homme. Il y a lieu de noter que les fonds alloués pour la mise en oeuvre de l'ensemble du programme n'ont pas augmenté proportionnellement au taux d'inflation mais ont au contraire diminué. Par exemple, le 2 novembre 1973, l'Assemblée générale, dans sa résolution 3057 (XXVIII) par laquelle elle a approuvé le Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, a demandé spécialement d'organiser, dans le cadre du système des Nations Unies, au niveau tant international que régional, des séminaires qui étudieraient certains aspects particuliers des mesures visant à lutter contre le racisme et la discrimination raciale et à favoriser l'harmonie raciale (par. 15 e) du programme). Le crédit ouvert pour 1971 s'élevait à 250 000 dollars. Cette somme a permis d'organiser deux séminaires internationaux et un séminaire régional et d'octroyer 63 bourses de perfectionnement.

En 1975, le crédit ouvert au titre des droits de l'homme s'est élevé à 145 000 dollars. Etant donné que le séminaire organisé en Tunisie en 1975 a coûté à l'ONU environ 51 000 dollars, que le stage de formation organisé en 1975 au Costa Rica a coûté approximativement 50 000 dollars et que le coût de chaque bourse est estimé actuellement à 3 400 dollars, la faiblesse du crédit ouvert fait apparaître la nécessité d'envisager la possibilité d'accroître les ressources compte tenu des exigences actuelles; le coût des voyages et des indemnités de subsistance a augmenté considérablement ces dernières années.

74. La liste complète des crédits ouverts au titre du programme de services consultatifs figure à l'annexe D.

F. OBSERVATIONS GENERALES

75. L'Assemblée générale et la Commission elle-même ont noté, dans un certain nombre de résolutions, la valeur des séminaires qui ont été organisés dans le cadre du programme de services consultatifs. Par exemple, l'Assemblée générale a reconnu le rôle important que jouent les séminaires régionaux et internationaux pour la protection des droits de l'homme. Elle a également exprimé l'espoir que l'ONU, en coopération avec les gouvernements, continuerait de promouvoir ses activités dans ce domaine.

76. Divers organes de l'ONU continuent de demander que d'autres séminaires sur des questions particulières soient organisés dans le cadre du programme. Par exemple, l'Assemblée générale, dans ses résolutions 2060 (XX) et 3053 (XXVIII), a demandé que soient organisés des séminaires sur l'apartheid et la discrimination raciale. Dans sa résolution 1232 (XLII), le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général d'organiser des séminaires sur les mesures et les techniques qui se sont révélées efficaces pour l'élimination de l'esclavage et de la traite des esclaves. Dans sa résolution 11 (XXVII), la Commission des droits de l'homme a exprimé l'espoir que d'autres séminaires sur le rôle de la jeunesse dans la promotion et la protection des droits de l'homme seraient organisés. A sa vingt-septième session, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a prié le Secrétaire général d'organiser un séminaire sur les droits de l'homme des travailleurs migrants.

77. En ce qui concerne les trois stages de formation organisés jusqu'ici, on peut évaluer les avantages qu'ils ont procurés en se reportant au texte ci-après, extrait du rapport du stage de 1973, tenu au Caire :

"Néanmoins, dans leur ensemble, les participants ont considéré qu'en soi le stage avait été une réussite et qu'il s'était révélé un moyen très commode de transmettre des idées et des méthodes permettant de promouvoir le respect des droits de l'homme tant dans l'administration de la justice criminelle que dans d'autres domaines des droits de l'homme. Plusieurs participants ont exprimé leur satisfaction en faisant savoir qu'ils étaient décidés à organiser des stages analogues au niveau national dès leur retour dans leur pays. D'autres participants se sont déclarés intéressés par l'organisation éventuelle, à l'intention de participants d'autres pays, de stages au niveau régional ou sous-régional avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies; ils ont fait valoir, en effet, que ces réunions permettraient de donner une formation en cours d'emploi à leur propre personnel en exercice, qui pourrait bénéficier ainsi également des idées et de l'expérience de participants d'autres pays de la région dont la culture et l'évolution historique étaient analogues."

78. La qualité élevée des candidats proposés par les gouvernements pour bénéficier de bourses de perfectionnement et participer à des stages de formation dans le cadre du programme témoigne de l'importance attachée aux bourses et aux stages. Particulièrement encourageants sont l'augmentation considérable du nombre de demandes reçues et examinées chaque année depuis le début du programme de bourses et le fait que certains boursiers ont exprimé le désir de bénéficier d'une deuxième bourse ou d'une prorogation de la durée de leur bourse initiale. Il est à noter que les domaines d'étude ou de formation qui font l'objet de

demandes concernent une grande variété de questions relatives aux droits de l'homme sous l'aspect de leur application pratique dans les pays respectifs des bénéficiaires. Conformément à l'intention de l'Assemblée générale, les pays en développement ont témoigné d'un intérêt croissant pour les bourses de perfectionnement et les programmes de formation dont ont bénéficié des ressortissants de ces pays. Le nombre de bourses accordées à des ressortissants de pays en développement est indiqué à l'annexe B au présent rapport.

79. En ce qui concerne les services consultatifs d'experts, il a été noté dans la section D du présent rapport que ce type de services a peu été utilisé jusqu'ici. Il semblerait souhaitable de faire plus largement connaître l'existence et l'utilité de ces services.

ANNEXE A

Liste des séminaires organisés dans le cadre du programme de services consultatifs de 1957 à 1975 inclus

Date	Lieu	Sujet	Régional ou international	Rapport
5-16 août 1957	Bangkok (Thaïlande)	Les devoirs civiques des femmes d'Asie et leur participation accrue à la vie politique	R	ST/TAA/HR/1
17-28 février 1958	Baguio (Philippines)	La protection des droits de l'homme en droit pénal et dans la procédure criminelle	R	ST/TAA/HR/2
19-30 mai 1958	Santiago (Chili)	La protection des droits de l'homme en droit pénal et dans la procédure criminelle	R	ST/TAA/HR/3
4-15 mai 1959	Kandy (Sri Lanka)	Les recours en justice et les autres recours contre l'exercice illégal ou abusif de l'autorité administrative	R	ST/TAO/HR/4
18-29 mai 1959	Bogota (Colombie)	La participation de la femme à la vie politique	R	ST/TAO/HR/5
31 août-11 septembre 1959	Buenos Aires (Argentine)	Les recours en justice et les autres recours contre l'exercice illégal ou abusif de l'autorité administrative	R	ST/TAO/HR/6
10-24 mai 1960	Tokyo (Japon)	Le rôle du droit pénal dans la protection des droits de l'homme et les buts et les limites légitimes des sanctions pénales	R	ST/TAO/HR/7
20 juin-1er juillet 1960	Vienne (Autriche)	La protection des droits de l'homme dans la procédure criminelle	R	ST/TAO/HR/8
12-23 décembre 1960	Addis Abéba (Éthiopie)	La participation de la femme à la vie publique	R	ST/TAO/HR/9
6-20 février 1961	Wellington (Nouvelle-Zélande)	La protection des droits de l'homme et le fonctionnement de la justice pénale	R	ST/TAO/HR/10
19 juin-3 juillet 1961	Bucarest (Roumanie)	La condition de la femme dans le droit de la famille	R	ST/TAO/HR/11

ANNEXE A (suite)

Date	Lieu	Sujet	Régional ou international	Rapport
15-28 août 1961	Mexico (Mexique)	L' <u>amparo</u> , l' <u>habeas corpus</u> et autres voies de droit similaires	R	ST/TAO/HR/12
20 février-5 mars 1962	New Delhi (Inde)	La liberté de l'information	R	ST/TAO/HR/13
8-21 mai 1962	Tokyo (Japon)	La condition de la femme dans le droit de la famille	R	ST/TAO/HR/14
12-25 juin 1962	Stockholm (Suède)	Les recours en justice et les autres recours contre l'exercice abusif de l'autorité administrative, et plus spécialement le rôle des institutions parlementaires	R	ST/TAO/HR/15
30 avril-14 mai 1963	Canberra (Australie)	Le rôle de la police dans la protection des droits de l'homme	R	ST/TAO/HR/16
6-19 août 1963	Varsovie (Pologne)	Les droits de l'enfant	R	ST/TAO/HR/17
3-16 décembre 1963	Bogota (Colombie)	La condition de la femme dans le droit de la famille	R	ST/TAO/HR/18
7-20 avril 1964	Rome (Italie)	La liberté de l'information	R	ST/TAO/HR/21
12-25 mai 1964	Kaboul (Afghanistan)	Les droits de l'homme dans les pays en développement	R	ST/TAO/HR/21
18-31 août 1964	Lomé (Togo)	La condition de la femme dans le droit de la famille	R	ST/TAO/HR/22
8-22 juin 1965	Ljubljana (Yougoslavie)	Les sociétés multinationales	I	ST/TAO/HR/23
3-17 août 1965	Oulan Bator (Mongolie)	La participation de la femme à la vie publique	R	ST/TAO/HR/24
8-22 février 1966	Dakar (Sénégal)	Les droits de l'homme dans les pays en développement	R	ST/TAO/HR/25

ANNEXE A (suite)

Date	Lieu	Sujet	Régional ou international	Rapport
14-27 juin 1966	Budapest (Hongrie)	La participation à l'administration locale considérée comme un moyen de favoriser les droits de l'homme	R	ST/TAO/HR/26
23 août-4 septembre 1966	Brazilia (Brésil)	L'apartheid	I	ST/TAO/HR/27
6-19 décembre 1966	Manille (Philippines)	Les mesures nécessaires pour le progrès de la femme et, en particulier, l'établissement d'un programme à long terme	R	ST/TAO/HR/28
25 avril-8 mai 1967	Kingston (Jamaïque)	La mise en oeuvre effective des droits civils et politiques sur le plan national	R	ST/TA/HR/29
1er-14 août 1967	Helsinki (Finlande)	L'éducation civique et politique de la femme	I	ST/TAO/HR/30
15-28 août 1967	Varsovie (Pologne)	La mise en oeuvre des droits économiques et sociaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme	R	ST/TAO/HR/31
18 juin-1er juillet 1968	Londres (Royaume-Uni)	La liberté d'association	I	ST/TAO/HR/32
27 août-9 septembre 1968	New Delhi (Inde)	La question de l'élimination de toute forme de discrimination raciale	I	ST/TAO/HR/34
19 novembre-2 décembre 1968	Accra (Ghana)	L'éducation civique et politique de la femme	R	ST/TAO/HR/35
26 juin-9 juillet 1969	Nicosie (Chypre)	Problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en développement	I	ST/TAO/HR/36

ANNEXE A (suite)

Date	Lieu	Sujet	Régional ou international	Rapport
5-18 août 1969	Iasi (Roumanie)	Les effets des développements scientifiques et techniques sur la condition de la femme	R	ST/TAO/HR/37
2-15 septembre 1969	Le Caire (République arabe unie)	La création des commissions régionales des droits de l'homme en ce qui concerne notamment l'Afrique	R	ST/TAO/HR/38
2-12 juin 1970	Belgrade (Yougoslavie)	Le rôle de la jeunesse dans la promotion et la protection des droits de l'homme	I	ST/TAO/HR/39
23 juin- 4 juillet 1970	Lusaka (Zambie)	La jouissance des droits économiques et sociaux, en particulier dans les pays en développement	R	ST/TAO/HR/40
8-21 septembre 1970	Moscou (Union des Républiques socialistes soviétiques)	La participation des femmes à la vie économique de leur pays (dans le cadre de la mise en oeuvre de l'article 10 de la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes)	I	ST/TAO/HR/41
16-29 juin 1971	Yaoundé (Cameroun)	Mesures à prendre à l'échelon national pour mettre en oeuvre les instruments des Nations Unies visant à combattre et à éliminer la discrimination raciale et pour favoriser les relations harmonieuses entre les races : colloque sur les méfaits de la discrimination raciale	I	ST/TAO/HR/42

ANNEXE A (suite)

Date	Lieu	Sujet	Régional ou international	Rapport
27 juillet- 9 août 1971	Libreville (Gabon)	La participation des femmes à la vie économique (dans le cadre de la mise en oeuvre de l'article 10 de la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de la résolution 2716 (XXV) de l'Assemblée générale	R	ST/TAO/HR/43
24 août- 6 septembre 1971	Nice (France)	Les risques de recrudescence de l'intolérance sous toutes ses formes et la recherche des moyens permettant de les prévenir et de les combattre	I	ST/TAO/HR/44
19 juin- 1er juillet 1972	Vienne (Autriche)	Les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique	I	ST/TAO/HR/75
11-24 juillet 1972	Istanbul (Turquie)	La condition de la femme et la planification de la famille	I	ST/TAO/HR/46
28 août- 10 septembre 1973	San Remo (Italie)	La jeunesse et les droits de l'homme	I	ST/TAO/HR/47
23 octobre- 5 novembre 1973	Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)	L'étude de nouveaux moyens de promouvoir les droits de l'homme compte tenu en particulier des problèmes et des besoins de l'Afrique	R	ST/TAO/HR/48
25 juin- 8 juillet 1974	Ohrid (Yougoslavie)	La promotion et la protection des droits de l'homme dans les minorités nationales, ethniques et autres	I	ST/TAO/HR/49
12- 24 novembre 1975	Tunis (Tunisie)	Les droits de l'homme des travailleurs migrants	I	ST/TAO/HR/50

ANNEXE B

Nombre total de bourses de perfectionnement accordées dans le domaine
des droits de l'homme de 1962 à 1975, par nationalité et par année

Pays, territoire ou région	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
I. <u>AFRIQUE</u>														
Burundi		1					1	1	2			1		1
Congo					1	1								
Côte d'Ivoire	1													
Egypte	1	7	7	4	2	3	3	2	2		1			1
Ethiopie									2		1			1
Ghana							2	3			1		2	1
Haute-Volta												1		1
Kenya								1				1		
Lesotho						1				1				
Libéria	1										2		1	
Madagascar	1	1		1		1	1	2	2	1				
Mali													1	
Nigéria	1		1	2	1			1	1	1	2	1		1
Rép. arabe libyenne				1										
Rép.-Unie de Tanzanie				1						1		1		

ANNEXE B (suite)

[illegible]

ANNEXE B (suite)

[illegible]

ANNEXE B (suite)

Pays, territoire ou région	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
III. EUROPE														
Autriche	1									1	2			
Belgique		1									1			
Bulgarie											3			1
Espagne			1	1			1			1				
Finlande			1		1									
France				2									1	
Grèce	1	1		1										
Hongrie				1		1					1			
Islande									1					
Pays-Bas				1										
Pologne			2	2			3	2	3	4	3		1	1
Roumanie						2	3	3	2		2		1	
Royaume-Uni				1		2	1	1						
RSS d'Ukraine				1					1					
Suède					2					2				1
Tchécoslovaquie								1			1			
Turquie	1			5	2	4	3			1	2			
URSS									1					
Yougoslavie			3	3	3	2		1		1				

ANNEXE B (suite)

[illegible]

ANNEXE B (suite)

Pays, territoire ou région	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
V. <u>MOYEN-ORIENT</u>														
Arabie Saoudite	1			1		1				1				
Israël	1	1									1		1	
Jordanie			1	2		2								
Koweït													1	
République arabe syrienne									1	1	1	1		
Yémen										2				
TOTAL	21	39	45	54	31	43	47	46	46	63	56	12	24	25

ANNEXE C

Liste des pays qui ont offert des facilités d'étude ou de formation pour les boursiers dans le domaine des droits de l'homme pendant la période considérée

GOUVERNEMENTS NOTES

No	Asie et Pacifique	Afrique	Amériques	Europe	Moyen-Orient
1.	Afghanistan	Algérie	Argentine	Autriche	Arabie Saoudite
2.	Australie	Egypte	Barbade	Belgique	Israël
3.	Birmanie	Kenya	Bolivie	Bulgarie	Jordanie
4.	Chypre	Libye	Brésil	Danemark	Koweït
5.	Inde	Maroc	Canada	Espagne	Liban
6.	Irak	Nigéria	Chili	Finlande	
7.	Iran	Sénégal	Colombie	France	
8.	Japon	Soudan	Costa Rica	Grèce	
9.	Malaisie	Tanzanie	Equateur	Hongrie	
10.	Maurice	Tunisie	Etats-Unis d'Amérique	Irlande	
11.	Népal		Guatemala	Italie	
12.	Nouvelle-Zélande		Guyane	Luxembourg	
13.	Pakistan		Jamaïque	Norvège	
14.	Philippines		Mexique	Pays-Bas	
15.	Samoa-Occidental		Pérou	Pologne	
16.	Singapour		Trinité-et-Tobago	Rép. féd. d'Allemagne	
17.	Sri Lanka		Uruguay	Royaume-Uni	
18.	Thaïlande		Venezuela	Suède	
19.				Suisse	
20.				Tchécoslovaquie	
21.				Turquie	
22.				URSS	
23.				Yugoslavie	

ANNEXE D

Montant des crédits ouverts au budget de l'ONU au titre des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme

1. Les crédits ouverts au budget de l'ONU au titre des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme depuis le début du programme en 1956 s'établissent comme suit :

Année	Crédit ouvert (dollars E.U.)	Résolution	Observations
1956	50 000	AG 968 (X)	Jusqu'en 1962, la quasi-totalité des fonds a été utilisée pour financer des séminaires régionaux et internationaux. Deux bourses d'études seulement ont été accordées pendant cette période.
1957	55 000	AG 1083 (XI)	
1958	55 000	AG 1230 (XII)	
1959	100 000	AG 1338 (XIII)	
1960	100 000	AG 1443 (XIV)	
1961	100 000	AG 1584 (XV)	
1962	140 000	AG 1734 (XVI)	En 1963, conformément à la résolution 889 (XXXIV) du Conseil économique et social et à la résolution 1872 (XVII) de l'Assemblée générale, le programme a été élargi de nouveau en vue d'accroître les ressources disponibles pour les bourses et de permettre l'octroi d'un nombre de bourses au moins deux fois supérieur à celui de 1962.
1963	180 000	AG 1924 (XVII)	
1964	180 000	AG 2016 (XX)	
1965	180 000	AG 2124 (XX)	
1966	220 000	AG 2125 (XX)	À la suite de la décision du Conseil [rés. 1062 (XXXIX) et 1067A (XXXIX); rés. AG 2017 (XX)], le crédit ouvert au budget pour 1966 au titre du programme a été porté de 180 000 dollars (niveau de 1965) à 220 000 dollars.
1967	220 000	AG 2242 (XXI)	
1968	220 000	AG 2363 (XXII)	
1969	220 000	AG 2482 (XXIII)	
1970	220 000 ^{1/}	ECOSOC 1435 (XLVII)	À compter de 1970, un crédit global a été ouvert au budget pour toutes les activités d'assistance technique au titre du programme ordinaire, y compris en ce qui concerne le développement économique, le développement social, l'administration publique, les services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et le contrôle des stupéfiants. Pour 1970, 1971, 1972 et 1973, le montant de ce crédit s'établissait respectivement à 5 408 600, 5 408 000, 4 586 000 et 4 501 000 dollars. Pour 1974 et 1975, un montant de 17 966 000 dollars a été alloué pour l'ensemble du programme d'assistance technique financé à l'aide du budget ordinaire. Le Bureau de la coopération technique indique à la Division le montant des fonds alloués chaque année au titre du programme.
1971	250 000 ^{2/}	ECOSOC 1529 (XLIX)	
1972	250 000	ECOSOC 1613 (LI)	
1973	250 000	ECOSOC 1712 (LIII)	
1974	145 000 ^{3/}	ECOSOC.DEC (LV)	
1975	145 000 ^{3/}	ECOSOC.DEC (LVII)	

^{1/} E/CN.4/1630, par. 5.^{2/} E/CN.5/1056, par. 4.^{3/} Non compris les fonds alloués pour les séminaires et les bourses d'étude portant sur des questions concernant uniquement la promotion de l'égalité de l'homme et de la femme.